

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50215

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

polonaises qui décident d'en faire un mémorial. Inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, il accueille un demi-million de visiteurs par an.

L'auteur évoque la dimension judiciaire des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner commis à Auschwitz en présentant les différents procès et l'évolution de la perception d'Auschwitz par les sociétés européennes: Pologne, Tribunal international de Nuremberg et juridictions alliées, RFA des années 50 qui abandonne les poursuites contre des accusés facilement réintégrés et tournant qu'ont constitué les quatre procès allemands entre 1964 et 1976, inauguré par le procès de Francfort (350 témoins, plus de 20 000 personnes présentes sur les vingt mois du procès). C'est dans cette perspective de *Vergangenheitspolitik* que Steinbacher conclut son ouvrage en s'intéressant aux «mensonges d'Auschwitz» apparus dès la fin de la guerre et à leurs impacts sur la société allemande.

On ne peut qu'apprécier la clarté de l'exposé, malgré certaines approximations (localisation de la *Judenrampe*) et simplifications (cinq pages pour l'élaboration de la «Solution finale» à l'échelle de l'Europe). Deux grands reproches peuvent cependant être formulés: le choix d'écriture qui n'accorde pas une voix suffisante aux victimes, Steinbacher ayant préféré dresser à grands traits la condition des détenus plutôt que d'utiliser des témoignages. De même l'absence étonnante de questionnement sur la double posture de survivant/témoin après Auschwitz. D'autre part, en se cantonnant au domaine judiciaire après 1945, elle manque un enjeu fondamental: pourquoi est-ce Auschwitz qui est devenu lieu de mémoire, au sens propre du terme, de la nation polonaise (rien sur Maximilian Kolbe ni sur la visite de Jean Paul II), de la Shoah, de la nouvelle Allemagne, etc.? Les débats des années 90 autour du musée et des pavillons nationaux auraient pu amorcer une réflexion sur les muséographies mises en place, sur leurs supports et leurs finalités, sur les publics visés et expliquer ainsi pourquoi Auschwitz reste une «plaie ouverte» (I. Kertész) 60 ans après.

Fabien THÉOFILAKIS, Paris

Alexandra-Eileen WENCK, *Zwischen Menschenhandel und »Endlösung«*. Das Konzentrationslager Bergen-Belsen, Paderborn (Schöningh) 2004, 444 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart), ISBN 3-506-77511-1, EUR 39,90.

Issu d'une thèse soutenue en 1997 à l'université de Münster, sous la direction de Hans-Ulrich Thamer, cet ouvrage entend montrer la singularité de ce camp créé le 10 mai 1943 et ses différentes fonctions durant les vingt trois mois de son existence. Selon une historiographie plus complexe que celle décrite jusqu'à présent, il s'agit de mettre en lumière en quatre chapitres précédés d'une longue introduction dans quelles circonstances ce «camp d'internement mal géré» est devenu une dernière station de la «Solution finale». Le titre faisant allusion aux marchandages des autorités nazies visant à obtenir des devises et des marchandises indispensables ainsi que la libération d'Allemands internés à l'étranger en échange de concentrationnaires juifs disposant de la nationalité des pays concernés (Grande-Bretagne, États-Unis, Palestine) auxquels s'ajoutent ceux disposant de passeports de pays neutres ou alliés du III^e Reich.

Une ordonnance de Kaltenbrunner, successeur de Heydrich au RSHA, du 5.3.1943, définissait les catégories de juifs à sélectionner pour ce camp initialement qualifié «d'internement de civils», puis de «camp de séjour». Avec un «camp spécial» pour les juifs polonais titulaires d'un passeport de pays d'échange ou d'un certificat de Palestine. Un «camp des neutres» pour les juifs ressortissants de pays neutres ou alliés. Un «camp d'étoiles», essentiellement destiné aux juifs néerlandais titulaires de papiers agréés par un pays d'accueil, mais contraints, contrairement aux deux catégories précédentes, de porter l'étoile. À ces trois camps s'ajoutent ensuite un groupe de juifs hongrois destinés à être cédés aux Alliés à la suite des négociations entre le Dr. Kastner, représentant l'organisation sioniste Vaada et la

SS. Indépendamment de cet objectif initial, Bergen-Belsen reçut, à partir de mars 1944 des fonctions supplémentaires. Notamment l'accueil de détenus masculins non juifs d'autres camps envoyés »en convalescence« avant leur renvoi au travail forcé et des femmes, majoritairement polonaises, en transit avant leur envoi dans des sites de travail forcé par les entreprises concernées. Par suite de cet afflux nullement préparé, les conditions de vie initialement meilleures que dans des camps de concentration parce que conçus pour des »juifs d'échange« qu'il fallait garder à cet effet en bonne condition physique et psychique, se détériorèrent rapidement jusqu'à transformer le camp en mouroir par faim, manque d'hygiène et développement d'épidémies avec l'arrivée des convois d'évacuation d'autres camps et des marches de la mort de la dernière période 1944/45. Jusqu'à la libération par les Britanniques, le 15.4.1945 on dénombrera 50 000 morts. D'autres mourront encore par la suite.

Malgré la destruction des documents du camp et des services de police politique extérieurs de Celle et Hanovre, l'historiographie de Bergen-Belsen, figée depuis les années soixante, a connu un nouvel essor dans les années quatre-vingt-dix, grâce au Centre régional de Basse Saxe, responsable du Mémorial et d'un projet de recherche de l'histoire du camp. Dans ce contexte, l'auteur s'est attaché davantage à l'évolution du camp, qui en fait un point de cristallisation des divergences et différences des institutions nazies et des services impliqués (p. 27). On aurait aimé quelques tableaux pour suivre plus facilement la description complexe des directives et actions d'échange de juifs réussies ou manquées dans le cadre d'une politique de rachat et d'échanges d'otages juifs menée essentiellement par l'entremise de la légation suisse à Berlin et, dans la dernière période par d'autres pays neutres (Espagne, Portugal, Turquie). Politique qui n'aboutit finalement qu'au sauvetage effectif d'une poignée de bénéficiaires révélant néanmoins des possibilités nullement hypothétiques, insuffisamment utilisées par les états interlocuteurs du III^e Reich, qui craignaient une immigration importante de juifs. S'il est vrai que le projet initial d'échanges ne comportait que 10 000 juifs, il apparaît qu'en dépit des réticences d'Hitler et des manœuvres d'obstruction d'Eichmann, Himmler était, durant la dernière année de guerre, prêt à élargir le champ des échanges. Non seulement pour obtenir des devises et des biens indispensables à l'Allemagne, mais pour assurer des contacts concernant l'avenir du pays et son avenir personnel.

Rita THALMANN, Paris

Karl HEIDINGER, *Widerstand gegen die Wehrmacht. Hergang und Hintergründe der Erschießungen vom 12. Juni 1944 in Valréas*, St. Ingbert (Röhrig Universitätsverlag) 2004, 164 S., 14 Abb., ISBN 3-8334-0798-0, EUR 14,90.

Die Partisanenbekämpfung im Sommer 1944 war eines der dunkelsten Kapitel der deutschen Besatzungsherrschaft in Frankreich während des Zweiten Weltkriegs. Besonders bekannt und immer wieder wachgerufen werden vor allem die traurigen Vorgänge in Oradour-sur-Glane vom 10.6.1944. An jenem Tag löschte eine Kompanie der 2. SS-Panzerdivision »Das Reich« das gesamte Dorf aus und tötete 642 Männer, Frauen und Kinder. Das Massaker blieb in dieser Dimension für Frankreich einzigartig und hat dadurch in der Nachkriegserinnerung den Blick auf andere deutsche Verbrechen im Rahmen der Partisanenbekämpfung verdeckt. Viele dieser Untaten blieben zwar regional bekannt, doch gerieten ansonsten weitgehend in Vergessenheit.

Ein solcher Fall ist das Massaker von Valréas im Département Vaucluse in Südfrankreich, welches das vorliegende Buch aufzuhellen versucht. Heidinger ist kein Berufshistoriker, sondern leitete von 1994 bis 2003 als Erster Vorsitzender den Verein für Heimatgeschichte in Sachsenheim, einer Stadt im Württembergischen. Seinen Forschungen ging ein lokales Politikum voran, denn Sachsenheim und Valréas verbindet seit 1994 eine Städtepartnerschaft. Diesem Abkommen waren allerdings zähe Verhandlungen vorangegangen, da sich